



Département
VAL D'OISE

Arrondissement
SARCELLES

MARLY LA VILLE

OBJET

CARPF
AVIS
PROJET DE LIAISON
FERROVIAIRE ROISSY-
PICARDIE

DATE DE CONVOCATION

13 NOVEMBRE 2020

DATE D’AFFICHAGE

24 novembre 2020

**Nombre de conseillers
en**

exercice : 29

Présents : 28

Votants : 29

ADOPTÉE À
l'unanimité

N°78/2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 20 novembre 2020

L’an deux mille vingt le 20 novembre à 20h30, le Conseil Municipal s’est réuni, en séance publique restreinte, déplacée suivant autorisation de Monsieur le Préfet du Val d’Oise à l’Espace Culturel Lucien JEAN, rue Marcel Petit à Marly la Ville afin de permettre le respect des gestes barrières et sous la présidence de Monsieur André SPECQ, Maire.

Présents :

André SPECQ, Michèle LELEZ-HUVE, Sylvie JALIBERT, Daniel MELLA, Isabelle DESWARTE, Pierre-Yves HURTEL, Fabienne GELY, Robert WALLET, Sylvaine DUCCELLIER, Philippe LOUET, Pierre SZLOSEK, Muriel AUGLET, Charline VARLET, Corinne MISIAK-MARCHAND, Fabien PETRAULT, Patricia GALLO, Joffrey QUIQUEMPOIS, Sandra BOLOSIER, Laurent CHANUT, François DUPIECH, Michèle DERONT, Bruno POUPAERT, Rachel GALLET, Patrick RISPAL, Michel LONGOU, Virginie DIAS, Yoann MAGIS, Héroïse BROUT

Avaient donné procuration :

Claire BREDILLET à André SPECQ

Secrétaire de séance élu :

Madame Sylvie JALIBERT

Accusé de réception en préfecture
095-219503711-20201127-78-20112020-AI
Date de télétransmission : 27/11/2020
Date de réception préfecture : 27/11/2020

CARPF - PROJET DE LIAISON FERROVIAIRE ROISSY-PICARDIE

EXPOSE : Monsieur André SPECQ

**AVIS AU TITRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE SUR LE PROJET DE
LIAISON FERROVIAIRE ROISSY-PICARDIE SUIVANT LE VOTE EFFECTUÉ PAR LES
ÉLUS DE LA CARPF LORS DE LA SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 2020
À LA MAJORITE -- DEUX VOIX CONTRE - DEUX ABSTENTIONS,**

Monsieur le Maire félicite les services et les élus de la Communauté d'Agglomération Pays de France porteuse de l'avis de la Communauté sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique au projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie.

Il souligne que l'avis défavorable se trouve voté à une très très forte majorité. Il propose après l'excellent investissement, travaux, réunions des élus communautaires et municipaux de conforter l'avis défavorable approuvé et motivé ce 19 novembre 2020 par le Conseil Communautaire et y ajouter les éléments plus que défavorables infligés à notre commune.

Monsieur le maire reprend la lecture de la délibération du Conseil Communautaire déjà annexée en projet dans la note de synthèse

Les collectivités territoriales ont été saisies pour rendre un avis, au titre du dispositif d'évaluation environnementale, sur le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, du projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie, en application de l'article L122-1 et R122-7 du Code de l'environnement.

La communauté d'agglomération Roissy Pays de France a été saisie, par courrier reçu le 23 septembre 2020, par le Préfet du Val d'Oise, désigné coordonnateur de l'enquête publique par le Ministre délégué chargé des transports. La communauté d'agglomération dispose d'un délai de 2 mois pour remettre son avis, soit jusqu'au 23 novembre 2020.

Les avis seront transmis au Préfet du Val d'Oise avant qu'il prenne sa décision d'ouvrir l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et à la mise en comptabilité des documents d'urbanisme. Il sera mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture et joint au dossier d'enquête publique, auprès des avis de l'Autorité environnementale et des autres personnes publiques sollicitées par l'Etat.

**Rappel des principales caractéristiques du projet de liaison ferroviaire
Roissy-Picardie**

1- Les aménagements sur le territoire de la CA Roissy Pays de France

Sur le territoire communautaire, le projet d'infrastructure comprend les aménagements suivants :

Accusé de réception en préfecture 095-219503711-20201127-78-20112020-AI Date de télétransmission : 27/11/2020 Date de réception préfecture : 27/11/2020
--

Une section de ligne nouvelle à double voie de 6,5 km circulaire à 160 km/h entre la ligne à grande vitesse d'interconnexion au Nord de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Charles-de-Gaulle et le raccordement à la ligne classique Paris-Creil-Amiens au niveau de Marly-la-Ville.

Des aménagements en gare de Survilliers-Fosses, comprenant la réalisation de nouveaux quais ainsi qu'une passerelle permettant aux voyageurs d'accéder à ces quais et d'assurer l'interconnexion avec le RER D, ainsi qu'un mur de soutènement.

La création d'un doublé de voies sur la ligne Paris-Creil entre le raccordement à la ligne existante Paris-Creil et la gare de Survilliers-Fosses. Cet aménagement sera réalisé dans une seconde phase en fonction des évolutions de trafic après mise en service de la liaison.

Il comprend :

Un élargissement de la plateforme ferroviaire de la ligne Paris-Creil pour permettre l'insertion des deux voies nouvelles, réalisé côté Est sur environ 2 km. Le faisceau ferroviaire passant de 4 à 6 voies principales (y compris les voies locales empruntées par le RER D). Ces aménagements offrent la possibilité de faire circuler un TER entre la ligne nouvelle et la gare de Survilliers-Fosses (et vice versa) en même temps que le passage d'un train de même sens sur l'axe Paris/Creil.

Un dédoublement du pont du chemin des peupliers, afin de dévier la circulation sur cet axe et permettre la fermeture temporaire de la RD16, qui est un préalable à l'allongement du pont-route de l'avenue Jean Jaurès.

Le prolongement du pont-route de l'avenue Jean Jaurès à Marly-la-Ville.

Un allongement de 700 du mur de soutènement en gare de Survilliers-Fosses créé lors de la phase 1 ; il sera allongé sur sa partie Sud, au droit de la commune de Saint-Witz et jusqu'au pont-route de l'avenue Jean Jaurès.

La création éventuelle (à confirmer en études détaillées) d'un bassin d'écrêtement suite au doublet de Saint-Witz sur la ligne Paris-Creil.

Des aménagements à la gare de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle 2 TGV (CDG 2 TGV) qui portent sur la création d'un nouveau quai en gare CDG 2 TGV et des circulations verticales le desservant, la suppression d'une voie existante pour implanter ce quai et l'ajout de communications ferroviaires permettant aux trains de passer d'une voie sur l'autre.

Des aménagements sur la ligne classique Paris-Creil-Amiens tels l'adaptation de la signalisation de la ligne et le renforcement de l'alimentation électrique de la sous-station de Gonesse.

2- Les services ferroviaires prévus

La création de la liaison permettra de proposer un double service TaGV et TER adapté aux besoins de déplacements de courte et longue distance, avec des dessertes supplémentaires s'ajoutant aux circulations existantes vers Paris Nord et comprenant :

Une desserte mixte TaGV + TER sur Amiens : 2 allers retours TaGV inter-secteurs + 3 allers retours TER pour une correspondance à Roissy TGV ;

Une desserte TER Région Hauts-de-France sur Creil et Compiègne, avec l'objectif d'une fréquence à la demi-heure en heure de pointe sur Creil-Roissy et à l'heure sur Compiègne.

Le plan de transport n'est pas connu à ce jour. La CNDP a demandé que la plage horaire initialement prévue, de 6 à 23 h pour les circulations TER, soit élargie (ce qui dégrade la VAN de 23 M€). Le dossier indique que les missions seront assurées par le matériel roulant à grande vitesse exploité sur le réseau national (pour les TaGV) et du matériel roulant TER déployé par l'Autorité organisatrice (Région Hauts-de-France).

Le dossier mentionne que 26 dessertes TER par jour et par sens sont prévues entre les gares de Roissy TGV et d'Amiens, Compiègne, Creil, Chantilly-Gouvieux et Survilliers-Fosses (avec des arrêts intermédiaires ou des prolongements supplémentaires rendus possibles une fois l'infrastructure réalisée).

En période de pointe, cela correspond à un train toutes les demi-heures entre Creil et la gare CDG TGV et à un train par heure entre Compiègne et la gare CDG TGV. Ces services répondent aux besoins de déplacements quotidiens d'employés du pôle économique du Grand Roissy : près de 60% des déplacements à courte distance ont pour origine le Pôle de Roissy, et en premier lieu pour le motif domicile-travail.

Dans cet ensemble, une partie très significative (35%) correspond à des trafics franciliens (voyageurs empruntant la liaison sur la section Survilliers-Roissy, ce qui confirme l'intérêt du projet également pour les déplacements locaux.

Près de la moitié des voyageurs qui emprunteront les trains passant par la liaison Roissy-Picardie, (43%, soit plus de 5 000 déplacements par jour) transiteront par la plate-forme CDG pour ensuite emprunter un métro du Grand Paris Express (GPE, pour 30%), le RER B (11%) ou l'autobus (2%). Les flux en direction de gare du Nord diminueront de 6% à l'horizon 2028 pour se reporter vers la gare CDG TGV, contribuant à sa désaturation.

3- Les emprises du projet

Dans le dossier de concertation, il est précisé que le projet nécessitera une emprise foncière de 70 ha avec la répartition suivante :

36,5 ha de terres agricoles prélevées ;

7,5 ha d'espaces boisés ;

22 ha d'espaces artificialisés.

Cette emprise est située uniquement sur le territoire de la CA Roissy Pays de France et traverse les communes de Chennevières-les-Louvres, Épiais-les-Louvres, Saint-Witz, Vémars, Villeron, Survilliers, Marly-la-Ville et Fosses.

Dans sa partie Est (secteur Vémars), la ligne est en remblai, de 8 m à 22 m de hauteur, avec une largeur d'emprise de 40 à 80 mètres. Dans sa partie Ouest (secteur Villeron), la ligne est en déblai, en particulier vers le raccordement à la ligne Creil-Paris qui est elle-même en fort déblai, avec une largeur variant de 40 à 110 mètres.

4- Le coût du projet

Le coût d'investissement du projet d'infrastructure était estimé dans le protocole de mai 2017, basé sur la phase d'études d'Avant-Projet Sommaire, à 346,9 M€ HT aux conditions économiques de janvier 2011, soit 356 M€ HT aux conditions économiques de janvier 2017 (valeur mise à jour au moyen de l'index TP01).

La décision ministérielle du 28 août 2020 adapte le programme d'opération en intégrant en mesure d'amélioration environnementale la réalisation d'un éco-pont (passage grande faune) en forêt de Chantilly, estimé à 6 M€. Le coût ainsi modifié ressort ainsi à 350,9 M€ HT valeur 2011.

Le montant des opérations à réaliser à la mise en service (phase 1) s'élève à 290,9 M€ janvier 2011. Par rapport au montant de 271,9 M€ cité dans le protocole de 2017, il convient en effet d'ajouter 13 M€ au titre de la passerelle en gare de Survilliers-Fosses et 6 M€ pour la réalisation de l'éco-pont.

Projet d'avis

Le projet d'avis résulte d'une analyse technique approfondie et transversale des services de la communauté d'agglomération. L'analyse du volet environnemental a fait l'objet d'un atelier de travail avec les communes concernées le 20 octobre, et de consultations de plusieurs partenaires intéressés (par exemple, le SIAH sur le volet hydraulique).

Il porte sur :

Les conditions d'organisation et le calendrier de l'enquête publique,

La prise en compte insuffisante des incidences du projet sur la mobilité des valdoisiens : modernisation du RER D, restructuration du pôle gare de Survilliers-Fosses ;

L'insuffisance du volet socio-économique de l'étude d'impact,

L'insuffisance du volet environnemental de l'étude d'impact : artificialisation des sols, agriculture, hydrologie, paysage et patrimoine, déblais/remblais, biodiversité et continuités écologiques, transports, nuisances sonores.

Entendu le rapport de Monsieur le Maire et l'avis défavorable rendu par le Conseil Communautaire de Roissy Pays de France ce 19 novembre 2020
Entendu diverses interventions notamment l'avis critique transmis par monsieur Daniel MELLA, Maire-Adjoint, sur le projet Roissy-Picardie

Sur proposition de Monsieur le Maire ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision ministérielle du 28 août 2020 confirmant la réalisation de la liaison ferroviaire Roissy-Picardie en deux phases, définissent les conditions de lancement de l'enquête d'utilité publique et les dispositions retenues pour la suite du projet, demandant à SNCF Réseau de préparer le dossier d'enquête et de finaliser les procédures préalables à son organisation, et désignant M. le Préfet du Val d'Oise comme coordonnateur de l'enquête ;

Vu le courrier de M. le Préfet du Val d'Oise en date du 18 septembre 2020, saisissant la communauté d'agglomération et les communes pour avis, au titre de l'évaluation environnementale, sur le projet de ligne ferroviaire Roissy-Picardie ;

Considérant que le calendrier de l'enquête publique est inadapté à une bonne association au projet des parties prenantes et des habitants ;

Considérant que la modernisation du RER D est nettement prioritaire pour les habitants de Roissy Pays de France, et que l'étude d'impact ne démontre pas que le projet de liaison ferroviaire n'aura pas d'impact sur le calendrier des travaux de modernisation du RER D ;

Considérant que le projet de ligne ferroviaire Roissy-Picardie nécessite une restructuration profonde du pôle gare de Survilliers-Fosses, non prise en compte dans l'étude d'impact ;

Considérant l'ouverture d'une tranchée, une saignée dévastatrice qui abandonne les communes de Marly-La-Ville, Saint-Witz, Villeron, Vémars, Chennevières Les Louvres à un environnement agricole bafoué, dégradé, perturbé durant des décennies. Ce projet éloigne les populations des dessertes routières locales et les relais vers les RD 317 – RD 10 et Autoroute A1 tout en augmentant la diffusion de bruits en polluant l'environnement sous toutes ses formes écologiques.

Considérant que les hypothèses prises dans le volet socio-économique de l'étude d'impact ne sont pas réalistes et que certains coûts induits par le projet ne sont pas pris en compte ;

Considérant que le dossier d'enquête publique ne précise pas clairement la tarification de la nouvelle ligne RER pour les franciliens ;

Considérant que le projet peut être significativement optimisé en matière d'artificialisation des sols, de compensation agricole et de reboisement ;

Considérant que le volet paysager ne permet pas d'apprécier les impacts du projet sur le paysage du territoire concerné, faute d'illustrations adaptées ;

Considérant que l'étude d'impact n'offre aucune garantie de préservation durable des continuités écologiques locales, en l'absence de plan de gestion des espaces dépendant du projet ;

Le conseil municipal délibère, et à l'unanimité,

DONNE un avis défavorable, au titre de l'évaluation environnementale, sur le projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie ; en s'associant pleinement à l'avis défavorable de la Communauté d'Agglomération.

DEMANDE que l'enquête publique soit reportée afin de permettre une bonne association des parties prenantes et des habitants concernés par le projet ;

DEMANDE que l'État et le maître d'ouvrage démontrent que la réalisation du projet de liaison Roissy-Picardie ne viendra pas retarder les travaux de modernisation du RER D, qui est prioritaire et s'inscrit dans un calendrier déjà très contraint ;

DEMANDE que le maître d'ouvrage prenne en charge totalement le coût de la passerelle de la gare de Survilliers-Fosses et plus largement des travaux de restructuration du pôle gare de Survilliers-Fosses (gare routière, stationnement...), rendus nécessaires par la liaison Roissy-Picardie ;

DEMANDE que les études socio-économiques soient refaites en prenant en compte des hypothèses réalistes et en intégrant l'ensemble des coûts induits par le projet ;

DEMANDE la confirmation que la capacité en ligne est suffisante pour accueillir les trains de voyageurs, y compris dans la perspective d'un éventuel renforcement de l'offre de Transilien, mais également les trains de fret ;

DEMANDE que les impacts du projet sur l'activité agricole soient précisés et chiffrés, et que le projet soit optimisé en lien avec les collectivités locales, en termes d'artificialisation des sols, de compensation agricole et de restitution des fonctionnalités ;

DEMANDE que les impacts du projet en matière d'hydrologie soient précisés notamment à travers une modélisation hydraulique, et que les ouvrages proposés soient améliorés particulièrement le franchissement du vallon du ru de la Michelette ;

DEMANDE que le volet paysager du projet soit approfondi, mieux illustré et décliné en un plan de paysagement et un plan de gestion détaillé de l'ensemble de ses emprises ;

DEMANDE que le maître d'ouvrage présente un plan de gestion détaillé des dépendances vertes du projet, garantissant une préservation durable des continuités écologiques locales ;

DEMANDE la mise en œuvre adaptée d'ouvrages d'arts routiers, voies, rétablissement du Chemin des Peupliers à Marly la ville, avec éco-giratoire RD 317/Chemin des Peupliers / RD 10 / A1 pour franchir la saignée ouverte et assurer la sécurité des usagers de la route et nos populations.

DIT que la présente délibération et annexe de l'avis de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France seront transmises à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, coordonnateur de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, du projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie, en vue de sa mise à disposition du public sur le site internet de la Préfecture et de son intégration au dossier d'enquête publique ;

**CHARGE Monsieur le Maire ou toute personne habilitée par lui,
d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente
délibération.**

Fait et délibéré en séance,
Les jours mois et an susdits,
Pour extrait conforme.
Le MAIRE, André SPECQ

